

GT BREXIT
DI Hauts de France
15 octobre 2020



Le début du Groupe de Travail a permis au Directeur Interrégional, Jean-Michel THILLIER de faire un point sur les conséquences du Brexit le 1^{er} janvier prochain. Accord commercial ou non, il y aura des formalités douanières et sanitaires.

La commission européenne pourrait accepter des assouplissements pour la gestion de la frontière en matière de contrôle des marchandises et des personnes. Commission, qui viendra visiter les installations trans-manche prochainement.

1 – Arrivée des agents

Au 15 octobre, date du GT, 17 agents paris spécial arment les différents bureaux depuis le 1^{er} septembre.

20 agents de constatation sortie d'école rejoindront les équipes le 16 novembre.

D'autres renforts suite à l'enquête ouverte pour des volontaires sur les BC pour une période de 5 mois à compter de fin décembre viendront tout en étant formés. L'administration s'engage à informer les candidats retenus et non retenus au plus tard en fin de semaine prochaine. S'ajouteront d'autres agents paris spécial.

Actuellement les services de recrutement ont reçu 200 candidatures, le régime indemnitaire étant très intéressant. Dans les 2 semaines à venir les agents sélectionnés seront contactés pour qu'ils connaissent leur affectation.

L'administration mentionne qu'il n'y aura pas plus d'effectifs au 1^{er} janvier 2021 et qu'il faudra attendre. L'administration évoque néanmoins une réserve de 104 postes gelés l'an dernier suite à l'annonce du report du Brexit et table sur cette réserve pour renforcer les différents bureaux concernés par le Brexit. La CGT y veillera et a fait remarquer que les effectifs étaient insuffisants notamment lorsqu'il s'agira de remplacer les agents qui auront des Formations Professionnelles, demanderont leurs Congés Annuels ou connaîtront des absences.

2 – Formation

Chaque agent Brexit op/co aura une semaine de formation pour appréhender ses nouvelles missions en rapport avec le dédouanement, le SI Brexit, ICS, les contrôles sanitaires. De même pour les agents de la surveillance pour les contrôles sanitaires, animaux, taxation et détaxe.

Une « équipe miroir » composée d'agents paris spécial est en charge de diligenter les formations professionnelles au fur et à mesure.

L'administration dit également tenir compte des contraintes sanitaires pour les formations tout comme pour la configuration et l'organisation du travail en bureaux.

L'échéance approche et la CGT souhaite des formations de qualité pour tous, CO et Surv et l'implication d'agents d'expérience d'autres DI pourrait être la bienvenue.

3 –Côte de service, CA et jours fériés pour les Bureaux de Contrôle

La CGT fait remarquer que les agents op/co des Bureaux de Contrôles feront plus de 39% de vacations nuits sur un cycle de six semaines alors que le taux dû d'heures de nuits à l'échelle nationale en branche de la surveillance est maximum de 15% par agent, de 35% à l'échelle des agents du Tunnel. La CGT réclame les mêmes conditions de travail que les agents de la surveillance, à savoir 36 jours de Congés Annuels contre 30 seulement prévus par l'administration. Toutes les OS abondent dans ce sens et réclament unanimement que les jours fériés travaillés soient ensuite récupérés dans un but de fidéliser les agents une fois affectés et rendre les résidences des Bureaux de Contrôles plus attractives. La CGT réclame la bonification de 1/5 pour tout agent travaillant de nuit. La question de l'application « matthieu » pour les agents de la branche des opérations commerciales des BC a également été évoquée. L'administration entend mais ne s'engage sur aucune des réclamations fondées par les OS.

Sur l'analyse de la côte de service, les OS font remarquer la présence de deux équipes lors d'un week-end contrairement à certains jours de semaine où il n'y en a qu'une seule. La CGT réclame un troisième week-end non travaillé pour les agents. L'administration s'engage à y réfléchir et affirme que la côte de service n'est pas encore figée et travaille sur d'autres schémas avec 4 ou 5 équipes contre 6 mais dans le souci de trouver le cycle de travail le plus adapté. La CGT veillera à ce que les intérêts, la vie familiale et la santé des agents soient préservés.

Pour le Bureau de Contrôle de Dunkerque, la CGT pointe la disparité des effectifs des équipes : 3 équipes de 4 agents et 3 équipes de 5 agents. La CGT réclame au minimum 5 agents dans chaque équipe pour le même travail effectué et pour tenir compte des demandes de CA, AA, FP, les agents en TP... L'administration s'engage à y réfléchir.

La CGT a demandé à l'administration que soit ajouté **le ¼ d'Heure de relève** aux vacations de 12h afin que les équipes de jours et de nuits puissent faire la transition. L'administration n'y voit pas d'inconvénients et prendra la réflexion de cette demande.

4- Organisations des Bureaux : répartition des tâches et des missions entre les BC et les BP de Calais - Dunkerque

Pour les agents des BC Calais. L'administration insiste sur le fait que le BC Calais est une seule et même résidence. L'agent sera affecté sur l'un des sites (Tunnel ou Ferry) mais il pourra lui être demandé lors de sa prise de service de se rendre sur l'autre site. Pour ce faire des véhicules de service seront à la disposition des agents.

La CGT interroge l'administration sur la répartition des tâches entre les BC et le BP prenant l'exemple d'une Fausse Déclaration d'Espèce ou d'Origine ou toute autre fraude relevée suivi d'un contentieux. L'administration nous affirme que les agents des BC auront à charge la gestion des flux, relèveront les fraudes et irrégularités ; le BP fera les contentieux et autres suivis en matière de procédures douanières. Suite à une interrogation de la CGT, l'administration confirme que les Contributions Indirectes resteront au BFCI / BP Calais. Nous insistons une nouvelle fois sur les besoins en effectifs pour répondre à ce cumul de missions.

Les OS soulignent que les agents de la branche des opérations commerciales ne sont pas formés à la retenue douanière (exemple : cas de découverte de stupéfiants ou d'armes). L'administration répond qu'il conviendra de faire appel aux agents de la surveillance dans ce cas et nous affirme vouloir se pencher davantage sur ces questions. La CGT y veillera : au-delà de la question des fraudes relevées se pose également celle de la sécurité des agents.

Une fiche de consignes sera rédigée par la hiérarchie afin de permettre aux agents d'employer les bons réflexes. L'aide des OS pourrait se relever utile.

On apprend le projet de faire des contrôles aléatoires et non permanents, par les agents Surv, des camions empruntant le circuit vert (non sélection de contrôle par les BC). C'est une bonne idée... Il suffit d'ajouter des effectifs à l'augmentation des missions.

Marchandises retenues / saisies : la CGT s'interroge sur l'existence d'emplacements dédiés au stockage des marchandises retenues et saisies. L'administration répond que ces lieux de stockage sont prévus (site Eurotunnel ; arrière des quais de contrôles).

PLAN DE CONTINGENCE: FLUIDITÉ OU SÉCURITÉ DES CITOYENS ? Le plan de contingence déclenche une procédure aménagée répondant à un engorgement du trafic routier. Les agents des BC prendront des photos des plaques d'immatriculations et copie des documents pour les envoyer au BP et laisseront partir le camion!!! La CGT souligne le risque de laisser passer des marchandises frauduleuses ou dangereuses remettant en cause la sécurité des citoyens. Réponse de l'administration : «nous espérons que cela n'arrivera pas»! «Nous parlons de fluidité raisonnable, nous n'abandonnons pas les missions de contrôles et de LCF qui font partie de notre job »...

Contrôles documentaires des produits la pêche SIVEP Boulogne / Mer : pas de reprise de ces trafics avant avril 2021 en raison du Covid-19.

5 - Contrôles des personnes et des animaux

Quelles consignes pour les ressortissants britanniques arrivant sur notre territoire ? Question du compostage et contrôle du visa, passeport. L'administration nous affirme qu'une réflexion sur ce sujet est en cours.

- Formalités et contrôles des animaux de compagnie : suite à des interrogations de la CGT et des autres OS, l'administration donne des consignes et évoque des mesures de contingence et de contrôles (lecteurs de puce à distance, passeport). Si la non-conformité d'animaux est relevée par les agents, il faudra des solutions de stockage à Calais et Dunkerque ainsi qu'un vétérinaire disponible H24. L'administration s'y engage. Un animal qui ne serait pas en conformité lors d'un contrôle à Cheriton restera en Angleterre. L'animal ainsi que le véhicule seront refoulés. Les OS demandent davantage de moyens d'équipements et des gants de protection pour réaliser ces contrôles en cas de manipulation des animaux. Équipements à charge de l'administration et non fournis par le CHSCT.
- Pour permettre un bon fonctionnement de la future BSE de Calais Tunnel la CGT a demandé des effectifs à la hausse (95 agents) et minimum 11 véhicules de service.

6 - Autres remarques

- Matériel BFCI / BP Calais : la CGT demande un ou deux portables de service pour le BFCI / BP Calais. L'administration n'y voit pas d'inconvénients.
- Chauffage au BFCI Calais / places de parking et problème d'inondations du parking : l'administration s'engage à traiter ces sujets.
- Infos Douane Service : les OS ont fait remarquer le manque d'effectifs à IDS alors que les appels et les demandes par mails augmentent de plus en plus à l'approche du Brexit.
- Les contrôles Saint Pancras ne seront pas effectifs avant fin 2021, les collègues de Lille Ferro feront des contrôles embarqués dans l'EUROSTAR. L'activité des brigades ferroviaires de Lille est fortement impactée par la baisse drastique des trains passant sur le lien trans-manche.
- La CGT demande à l'administration de travailler sur des attestations pour les agents de la métropole lilloise travaillant entre 21h et 6h suite à l'annonce du couvre-feu par le Président de la République.

Conclusion

Le DI s'est engagé à revenir vers les OS pour répondre à nos interrogations au fur et à mesure. Un GT national est prévu le 6 novembre. Il sera suivi d'un CTSD qui se tiendra au plus tard le 30 novembre 2020.

Des phases d'exercices sont prévues avec des marches à blanc les 13 et 14 novembre ainsi qu'un plan de gestion des trafics y compris à l'export le 24 novembre.

Dernière minute

Suite à une visioconférence de Mme l'adjointe au Di des HdF avec les stagiaires ACP2 à l'ENDLR il n'y aurait que 11 volontaires sur les 20 places disponibles dans la DR de Dunkerque pour les BC. En effet il a été conseillé aux agents, dans l'éventualité d'un report du Brexit, de ne pas prendre de décisions définitives dans leur vie personnelle (achat d'une maison par exemple) tant qu'ils seraient stagiaires, l'administration leur proposerait des postes vacants dans l'interrégion ou ailleurs en France.



délégation SNAD-CGT
Thierry COMBAS, Maxime DUVAL et Gioacchino GARULLI